

«Nous aurons besoin du nucléaire pour éviter les pires conséquences du réchauffement»

DIPLOMATIE. L'ancien secrétaire d'Etat John Kerry ne ménage pas ses critiques envers l'actuelle administration américaine et ses coups de boutoir contre la transition énergétique.

Frédéric Lelièvre
et Pascal Schmuck

John Kerry, en tant que secrétaire d'Etat sous la présidence de Barack Obama, a été l'un des principaux architectes de l'Accord de Paris sur le climat de 2015. Envoyé spécial pour le climat du président Joe Biden jusqu'en mars 2024, le démocrate est resté fidèle à ses convictions et a depuis rejoint Galvanize Climate Solutions, une société d'investissement spécialisée dans la transition énergétique. Il livre en exclusivité à *L'Agefi* ses réflexions après le Forum économique mondial (WEF).

■ Vous n'étiez pas à Davos cette année, mais nous imaginons que vous avez suivi ce qui s'y est dit, en particulier le discours de Donald Trump. Il a longuement plaidé en faveur d'une énergie bon marché, essentiellement fondée sur le pétrole. Le lendemain, Elon Musk est monté sur scène comme invité surprise et a affirmé que l'avenir de l'énergie est solaire. Où vont réellement les Etats-Unis aujourd'hui en matière de politique énergétique?

J'avais prévu d'être à Davos, mais au dernier moment, pour une raison imprévue, je n'ai pas pu m'y rendre. En revanche, j'ai suivi de très près ce discours, ainsi que ce qui s'est passé autour, et j'ai échangé avec plusieurs anciens collègues au gouvernement, et quelques autres, pour prendre le pouls de leurs réflexions. Pour aller à l'essentiel, je pense que ce fut une occasion massivement manquée pour un président des Etats-Unis de s'adresser à une réunion aussi importante, rassemblant tant de dirigeants d'entreprises mondiales et de responsables politiques, avec un discours aussi incohérent et décousu que celui qu'il a prononcé. Je n'entrerai pas dans tous les domaines de politique publique, mais sur la question de l'énergie, il a doublé, triplé, quadruplé son message habituel, constant depuis son premier mandat et sa campagne: selon lui, la crise climatique est un canular et les efforts engagés une perte de temps.

J'ai trouvé qu'il a fait preuve d'un manque de diplomatie remarquable – et je pèse mes mots – lorsqu'il a vilipendé les autres pays pour leurs choix, qui sont, soit dit en passant, fondés sur la science, contrairement aux siens, qui reposent uniquement sur son imagination. La réalité est simple:



John Kerry. Pour l'ancien secrétaire d'Etat, la transition énergétique est «inarrêtable». «Nous sommes au début d'une transformation massive des infrastructures. Le rythme de déploiement peut varier, le choix d'une technologie [...] peut changer, mais c'est la direction que nous prenons.»

le monde a décidé de sortir progressivement des énergies fossiles. Cette résolution a été prise par 195 pays à Dubaï, lors de la COP28 (*ndlr: en décembre 2023*). Fait assez remarquable, même avec la participation d'une cinquantaine de compagnies pétrolières et gazières, tout le monde a signé cet engagement.

«L'ESG doit être redéfini: le terme a été trop attaqué.»

John Kerry
Ancien secrétaire d'Etat,
coprésident de Galvanize

■ Et pourtant, aux Etats-Unis...

Oui, malheureusement, en partie à cause de l'élection de Donald Trump, de nombreux fournisseurs d'énergie, développeurs de nouvelles technologies ou acteurs d'autres secteurs ont commencé à ralentir quelque peu. Certains ne veulent pas se re-

trouver du mauvais côté du président, d'autres utilisent le retrait américain comme prétexte: «S'ils ne font rien, alors pourquoi devrions-nous bouleverser notre économie ou affronter ces défis?» C'est pourtant une lecture totalement erronée de la situation et de la transition énergétique en cours. On ne peut pas balayer ce problème d'un revers de main, l'insulter ou le réduire à un slogan politique et espérer qu'il disparaisse. Il s'agit de science, de mathématiques, de physique – et aussi de chimie et de biologie. Partout dans le monde, des dirigeants ont pris leur décision: présidents, premiers ministres, monarques, papes. Ils ont fait un autre choix. Et je suis convaincu que c'est aussi le choix économiquement le plus judicieux, tout autant que socialement, politiquement et culturellement. La plupart des dirigeants de grandes entreprises avec lesquels je m'entretiens – et je parle de groupes comme BlackRock (*ndlr: leader mondial de la gestion d'actifs, dont le CEO Larry Fink copréside*

actuellement le WEF), KKR (*ndlr: société d'investissement spécialisée dans les marchés privés*) ou d'autres – ne s'arrêtent pas. Ils ne se disent pas soudain: «Retournons au charbon ou au pétrole.» Ils ont peut-être légèrement ajusté leur rythme, mais pas leur cap.

■ Depuis l'Europe, nous observons les menaces et les poursuites engagées par Washington contre les entreprises qui ont décidé de se tenir à

leurs engagements ESG (environnement, social et gouvernance). D'après ce que vous voyez aux Etats-Unis, assiste-t-on réellement à une marche arrière ou s'agit-il plutôt de ce que l'on appelle le «green hushing» (dissimulation des actions durables)?

Je le formulerais ainsi: la pression autour de l'ESG a clairement diminué. Dans les conseils d'administration et les comités exécutifs, on n'entend plus beaucoup de discussions sur la manière

de «cocher les cases ESG». Le sujet a largement disparu, parce que l'ESG est devenu le symbole, la cible privilégiée de cette attaque contre la raison et contre la science. Il a été instrumentalisé dans notre débat politique interne, ce qui a effrayé beaucoup de dirigeants. Nombre de CEO craignent de devenir une cible visible.

«Il y a énormément d'argent à gagner en investissant dans la transition énergétique.»

John Kerry

Cela dit, ils ne modifient pas fondamentalement leurs objectifs, leurs allocations de capital ou leur modèle d'affaires concernant les nouvelles technologies ou les marchés dans lesquels ils investissent. Ce mouvement reste très puissant. Je suis, par exemple, coprésident d'un fonds appelé Galvanize (*voir encadré ci-dessous*) et nous sommes entièrement axés sur des stratégies prouvant qu'il y a énormément d'argent à gagner en investissant dans la transition énergétique – et les faits nous donnent raison.

■ Pourtant, selon les données de Morningstar, les fonds ESG ou durables aux Etats-Unis enregistrent depuis 12 trimestres consécutifs des sorties nettes de capitaux. Comment conciliez-vous cela avec votre constat d'un mouvement toujours très dynamique?

Il y a six mois, ces sorties n'étaient pas encore là. Aujourd'hui, je pense que certains arbitrages sont plus difficiles: le capital est très disputé. Mais dans les discussions privées, beaucoup de dirigeants renforcent leur

John Kerry en six dates clés

- 11 décembre 1943** Naissance à Aurora (Colorado) dans une famille de diplomates. Séjour en France et en Suisse pendant l'enfance.
- 2004** Candidat malheureux à la présidence des Etats-Unis pour le camp démocrate, il perd contre George W. Bush malgré le vote populaire.
- 1966** Diplômé de l'Université de Yale, il part au Vietnam, où il sera décoré, avant de devenir une figure de proue de l'opposition à la guerre.
- 2013** Il succède à Hillary Clinton comme secrétaire d'Etat sous Barack Obama.
- 1984** Après avoir été procureur et lieutenant-gouverneur du Massachusetts, il est élu au Sénat des Etats-Unis.
- 2021** Il est nommé envoyé spécial présidentiel pour le climat par Joe Biden. Au terme de son mandat en 2024, il rejoint la société d'investissement Galvanize.

engagement sur certaines composantes de la transition. J'étais récemment à Londres avec Sultan Al-Jaber, président de la COP28 et dirigeant d'Adnoc (*ndlr: compagnie pétrolière nationale d'Abu Dhabi*), profondément impliqué dans les investissements des Emirats arabes unis. Là-bas, ils avancent: en mettant en place une capacité de stockage de 19 gigawatts, ils veulent démontrer qu'il est possible de produire une énergie pilotable grâce aux renouvelables et aux batteries. A terme, si vous trouvez le bon équilibre, ce sera moins cher et plus efficace.

Cela dit, il faut aussi reconnaître que certains ont changé d'attitude. Beaucoup ne veulent plus livrer bataille publiquement. L'ESG doit être redéfini: le terme a été trop attaqué. Il y a effectivement beaucoup de «green hushing».

Mais la transition énergétique, elle, aura lieu. Regardez l'essor de l'intelligence artificielle (IA): les centres de données nécessitent énormément d'électricité. Les turbines à cycle combiné sont saturées, les délais explosent. Où se tournent les acteurs? Vers le Texas, où l'éolien est massivement déployé, précisément parce qu'il permet d'équilibrer le réseau.

Quant au solaire, qu'il soit spatial ou terrestre, il produit en une heure plus d'énergie brute que l'humanité n'en consomme en un an. Et celle-ci devient de plus en plus accessible. In fine, c'est le marché qui décidera. Et le prix du solaire, de l'éolien, du stockage, de la géothermie, des véhicules électriques n'arrête pas de baisser.

■ L'an dernier à Genève, lors de Building Bridges, vous affirmiez qu'il y avait beaucoup d'argent à gagner dans la transition énergétique. Si c'est le cas, pourquoi l'administration Trump ne semble-t-elle pas le comprendre?
Chris Wright (*ndlr: le secrétaire d'Etat à l'Energie*) le comprend. Jared Kushner (*ndlr: gendre et conseiller de Donald Trump*) aussi. Mais le président a planté son drapeau: «Drill, baby, drill!» Il pense flatter une partie de sa base électorale. Je crois qu'il se trompe lourdement.

Galvanize permet d'investir dans la transition énergétique

La société est fondée en 2021 par le milliardaire Tom Steyer, qui rallie à sa cause Katie Hall (fondatrice de Hall Capital Partners et investisseuse chevronnée) et John Kerry, tous coprésidents. Active dans plusieurs classes d'actifs, notamment les actions ou l'immobilier, Galvanize est principalement connue pour ses deux fonds: «Venture & Growth», d'un montant de 1,03 milliard de dollars, et «Credit & Capital Solutions», doté de 1,3 milliard. Forte d'une équipe de 50 à 70 personnes, Galvanize a investi dans plus de 25 entreprises technologiques, comme Ascend Analytics, un des leaders dans les logiciels de modélisation pour la transition énergétique. **PS**

Chez Galvanize, notre véhicule actions cotées a progressé d'environ 47% l'an dernier, surperformant largement le S&P 500 et le Nasdaq. Aucun autre acteur n'a fait mieux à ma connaissance. Nous faisons de l'argent et nous le faisons extrêmement bien. Nous créons de la valeur en travaillant avec les entreprises, en les aidant à optimiser leurs investissements et leurs processus. Nous étudions comment elles seront affectées par le marché et comment la demande en électricité ou encore le développement de l'IA les impactera. Dans ce contexte, le charbon n'a pas d'avenir. Le monde va s'électrifier, presque tout ce qui peut l'être le sera. Et ce sera moins cher, notamment grâce aux progrès du stockage et des réseaux.

« Nous sommes clairement dans une phase de rupture et pas de tension passagère entre partenaires. Nous avons changé d'ère et le reste du monde ne va pas attendre les Etats-Unis. »

John Kerry

■ A Davos, on a beaucoup parlé de l'affaiblissement du multilatéralisme. Quel impact la politique américaine actuelle aura-t-elle sur la gouvernance climatique mondiale et sur les prochaines COP?
Nous sommes clairement dans une phase de rupture et pas de tension passagère entre partenaires. Nous avons changé d'ère et le reste du monde ne va pas attendre les Etats-Unis. L'Europe l'a clairement indiqué, et elle ne compte pas céder face à Donald Trump et son argumentation incohérente présentée à Davos. On le voit déjà sur le plan géopolitique et industriel. Les élections de mi-mandat pourraient aussi rebattre les cartes. A mes yeux, une transition politique est possible dans les mois à venir.

■ Galvanize a annoncé en septembre dernier

1,3 milliard de dollars pour de nouvelles solutions de crédit et de capital dédiées à la décarbonation. Trouvez-vous encore suffisamment d'opportunités d'investissement?

Absolument. L'intérêt est immense. Les entreprises devront décarboner, qu'elles le veuillent ou non. On peut se compliquer la tâche en ne faisant rien ou en ne commençant pas immédiatement: dans ce cas, cela prendra simplement plus de temps, avec à la clé des catastrophes qui n'auraient jamais dû se produire. En clair, on va se retrouver dans un monde extrêmement instable.

La vraie question est: sur quelle base factuelle construisez-vous votre stratégie? L'histoire montre que les dirigeants avisés assument leur responsabilité fiduciaire et anticipent. Les contentieux contre les compagnies pétrolières et gazières se multiplient déjà.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il ne s'agit pas seulement de climat, mais de transformation économique et de transition industrielle. Les anciennes sources d'énergie deviennent plus coûteuses, plus risquées. Les nouvelles technologies, elles, offrent des percées, des effets d'échelle et des profits significatifs. Nous sommes au début d'une transformation massive des infrastructures. Le rythme de déploiement peut varier, le choix d'une technologie particulière peut changer selon qu'elle s'avère plus rentable qu'une autre, mais c'est la direction que nous prenons. Et c'est, à mes yeux, totalement inarrêtable.

■ Quel regard portez-vous sur l'énergie nucléaire, alors que des géants technologiques comme Meta ou Alphabet investissent dans ce secteur pour sécuriser leurs approvisionnements?

Pour le dire simplement, le nucléaire est une énergie propre et nous en aurons besoin si nous voulons éviter les pires conséquences du changement climatique et répondre à la forte croissance de la demande énergétique mondiale. Les renouvelables resteront la solution la plus rapide et la moins chère à court terme, mais à l'horizon des années 2030, nous aurons besoin de sources pilotables bas carbone. Les options les plus prometteuses sont la géothermie, le solaire avec stockage et le nucléaire. Le nucléaire offre des atouts uniques, notamment la production de chaleur industrielle. Tous les pays ne feront pas ce choix et c'est leur droit. Mais je suis convaincu que nous sommes à l'aube d'une renaissance de l'usage pacifique du nucléaire au service de la prospérité et de la lutte contre le changement climatique. ■